

L'après, c'est maintenant

jeudi 2 avril 2020, par [Jean-Pierre BATAIS](#)

La sortie du confinement doit être aussi celle de la rupture avec ce système de la finance mondialisée qui nous a entraînés dans cette détresse insondable, et peut être au chaos. C'est pourquoi il faut réagir vite. Inutile de revenir sur le bilan qui justifie tout ce qui avait été dénoncé auparavant, tout a été confirmé, et au-delà. Il faut surtout trouver la piste de rupture avec le capitalisme, la plus susceptible d'être adoptée par la plus grande partie de la population qui est actuellement indignée et en colère. L'abattement et la résignation pourrait succéder à ce besoin de révolte si elle voyait que des bavardages ne conduisaient qu'à replâtrer ce vieux système pourri.

Dans quelques temps, les gouvernements vont vouloir refermer la porte du "bureau des pleurs" et commencer à présenter l'addition.

Le plus réaliste consiste à mettre le pied dans la porte avec de simple arguments :

- Ce sont les responsables politiques et financiers qui doivent payer, et en aucun cas les salariés et retraités. Aucune confiance ne doit être accordée à ceux qui nous ont conduits à la catastrophe d'abord sanitaire et ensuite économique et sociale.
- Il est impossible de comprendre quoique ce soit aux montages spéculatifs. C'est inutile d'ailleurs, il suffit de séparer les activités de dépôt et de gestion des comptes des filiales et entreprises de spéculation et ne reconnaissant aucune de leurs dettes. (Nous n'avons pas les moyens de le réaliser, mais dans nos rangs il existe des spécialistes capables de mettre en évidence concrètement en quoi la finance de l'économie réelle est un nain à coté des sommes gigantesques et parasitaires qu'absorbe la sphère de la spéculation)
- Oter la création monétaire des mains des banques et la confier à un comité démocratique des usagers. L'exemple de fonctionnement est celui de la Sécurité Sociale dont les finances fondées sur la consolidation et la solidarité ont longtemps échappé à la fiscalisation malgré la gestion paritaire. (Qui n'avait pas lieu d'être d'ailleurs, puisque le budget n'est que du salaire différé, notre argent.)
- Nationalisation de toutes les entreprises d'utilité publique et de soutien à L'emploi vers une transition de refonte de l'industrie et des services utiles et notamment l'adaptation au respect de normes écologiques et sanitaires.
 - La question des nationalisations ne peut pas être le retour à l'état patron de l'industrie ni à la dilapidation des fonds publics en mettant les banques à la discrétion des gouvernants inféodés à la finance.
 - Les nationalisations ne peuvent être réellement mises au service du public que si les banques sont hors d'atteinte des circuits de la spéculation, c'est pourquoi elle ne peut être réalisée sans la finance en service public.
- A cet égard, les syndicats qui ont combattu contre la contre-réforme des retraites sont habilités à établir des comités de surveillance et regrouper ceux qui ont les moyens et procédés d'exercer le contrôle, qui consiste à associer la population par professions, par objectifs de travail, par branches d'activité, etc.
- C'est le moment de mettre en œuvre tout ce qui a été élaboré jusqu'à maintenant sur la question du mandat et son respect.
 - Nous disposons de moyens informatiques qui peuvent centraliser les informations et les desideratas sur un seul site à créer.
- Après la création monétaire à des hauteurs faramineuses, la reprise en main par le gouvernement en sortie de confinement sera matérialisée à la fois par une politique de rapine sur les droits et le pouvoir d'achat des salariés, mais aussi par un décollage de l'inflation dont personne aujourd'hui ne peut en mesurer les limites, pour toutes les sommes interceptées par la finance qui ne seront pas allées jusqu'à l'économie réelle. C'est la raison pour laquelle, les gilets jaunes par exemple peuvent parfaitement participer à la surveillance des prix et à l'organisation de circuits courts et bon marché

entre les producteurs et les consommateurs et prendre à témoin la population entière .

Ces mesures élémentaires doivent être accompagnées de la reconquête des libertés individuelles et collectives. Les tâches de contrôle dans le cadre de la levée du secret commercial fourniront un efficace moyen d'éducation des masses afin de les émanciper progressivement de l'influence du principe de délégation.

Cette étape semble a priori accepter implicitement de cohabiter avec le système capitaliste, et pour cause : le pouvoir d'état reste intouché. Par contre, il rompt avec les solutions de tous les bons samaritains "réformistes" qui font leurs offres de service pour remettre le machin sur les rails :

« ...De même, cinq syndicats (CGT, CFDT, CFE-CGC, FO, CFTC) d'Engie, détenu à 24 % par l'État, ont écrit à Bruno Le Maire pour réclamer la suppression du dividende pour l'année 2019 et une politique de distribution proportionnelle des dividendes dans les années futures (Engie est allé jusqu'à distribuer plus que son résultat net dans des années antérieures). « Face à cette situation de pandémie, le Groupe ENGIE doit tout mettre en œuvre pour sécuriser ses flux de trésorerie afin d'accompagner ses clients et ses fournisseurs dans des délais de paiement adaptés mais également participer à la relance rapide de l'économie nationale dès la sortie de cette pandémie », écrivent-ils. »

Pour ne pas subir en pire ce que nous avons enduré depuis le krach de 2008, il faut d'emblée prendre système à la gorge sur des aspects essentiels sur une ligne de rupture. Peu importe les avancées et les reculs sur ce trajet qui participe de nous rendre acteurs de notre propre destin.

C'est la direction à prendre qui compte avant tout, c'est pour cette raison qu'il n'est pas nécessaire d'être exhaustif. Si ce texte pouvait servir à mettre en évidence la nécessité de monter une conférence dans la perspective de se répartir les tâches via les moyens informatiques, ce serait un premier pas.

Jean-Pierre Battais

Le 2 avril 2020